



## RÉINDUSTRIALISER LA FRANCE POUR SORTIR DE LA CRISE

*La France est une grande puissance économique, dynamique et attractive. 5<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, la France est aussi en 3<sup>ème</sup> position derrière les Etats-Unis et la Chine, pour l'accueil d'investissements directs étrangers. Mais notre pays fait face à un véritable changement d'époque : la crise a sonné le glas du modèle d'endettement sur lequel il avait financé sa croissance depuis plus de 30 ans et notre industrie s'érode progressivement car elle n'a pas su répondre à la compétition grandissante des pays européens comme des pays émergents. Pour préserver notre modèle social, que tant de pays nous envient, nous ne pouvons plus nous contenter de contracter des dettes, nous devons le financer par les richesses que nous créons : c'est en faisant du « Made in France » une marque aussi reconnue que le « Made in Germany » que nous pourrions relancer notre croissance. Réindustrialiser notre pays, produire plus sur notre sol, voilà le défi du prochain quinquennat pour préserver l'avenir des enfants de France.*

### **I. Les 35 heures ont accéléré l'érosion de l'industrie en France**

- **Entre 1980 et aujourd'hui**, la contribution de l'industrie à la richesse nationale est passée de 24% à 10 % du PIB (contre 20,8% du PIB allemand) et **nous avons perdu près de 2 millions d'emplois industriels.**
- **Ce mouvement s'est accéléré depuis la mise en place des 35 heures.** En 1999, avant les 35 heures, le coût d'une heure de travail dans l'industrie en France était 20% moins cher qu'en Allemagne. Quand Nicolas Sarkozy a été élu Président de la République, l'heure de travail en France était 10% plus chère qu'en Allemagne selon Eurostat. Résultat :
  - **Nos exportations ont chuté** : en 2003, les exportations françaises représentaient à peine plus de 45 % des exportations allemandes, alors qu'elles correspondaient à près de 60 % de celles-ci au moment du vote des 35h<sup>1</sup>.
  - **Notre commerce extérieur ne cesse de reculer** : en 1997, nous étions en excédent de plus de 18 mds €, en 2010 nous avons enregistré un déficit de 51 mds €.
  - **Sur les 20 produits technologiques les plus achetés en France, aucun n'est français.**

### **II. Nous n'avons attendu personne pour tirer la sonnette d'alarme et réagir pour freiner la désindustrialisation**

- Certains, François Bayrou, François Hollande, Marine Le Pen, semblent découvrir aujourd'hui l'érosion du « produire en France » et en font un sujet de communication politicienne... Mais cela fait des années que Nicolas Sarkozy a pris conscience du problème et se bat pour inverser la tendance.
- Nicolas Sarkozy a réalisé depuis 2007 de nombreuses réformes pour renforcer la compétitivité de la France et réindustrialiser notre territoire :

<sup>1</sup> Rapport d'information sur l'évaluation des conséquences économiques et sociales de la législation sur le temps de travail, 14 avril 2004

- ⇒ **l'instauration du statut d'auto-entrepreneur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui facilite la création d'entreprise.** En 2010, ce sont 622 000 entreprises (contre 268 919 en 1999) qui ont été créées dont 360 000 par des auto-entrepreneurs. A ce rythme, le quinquennat aura vu la création de plus de 2,5 millions d'entreprises en France. L'idée est de renforcer l'entrepreneuriat dans notre pays : les Français ont des talents, des idées, des projets et il faut tout faire pour les encourager à les développer. Les plus grandes réussites industrielles sont nées de jeunes entrepreneurs qui croyaient en leurs découvertes.
- ⇒ **le déverrouillage des 35 heures avec l'exonération des heures supplémentaires.**
- ⇒ **le pari de l'innovation :** depuis l'été 2007, le crédit impôt recherche, qui soutient l'effort de recherche et développement des entreprises, a été simplifié. Il a été **multiplié par 3 et représente 4 milliards de subventions en faveur de l'innovation.**
- ⇒ **le renforcement de l'attractivité de notre territoire :** la suppression de la taxe professionnelle en 2010 permet de réduire la charge fiscale d'un montant de 45% à 24% selon les secteurs industriels et donc de lutter contre les délocalisations. Les grandes gagnantes de cette réforme sont les entreprises avec un chiffre d'affaire compris entre 250 000 € et 2 millions €.
- ⇒ **le pari de l'investissement avec le plan d'Investissements d'Avenir, centré sur l'intelligence et les industries de demain,** d'un montant de 35 milliards dégagés par l'Etat entraînant à terme un effet de levier de 65 mds d'investissements, grâce aux cofinancements demandés aux entreprises ou apportés par les collectivités locales.
- ⇒ **la création d'un label « origine France garantie » en 2011 qui garantit qu'au moins 50% de la valeur du produit certifié ait été réellement produite en France.** Cela permet de valoriser les entreprises qui produisent réellement en France et ne se contentent pas d'assembler dans notre pays des produits confectionnés à l'étranger dans le seul but de bénéficier du label « made in France ». En moins de 6 mois, plus de 500 entreprises ont fait part de leur intérêt pour ce nouveau label.
- **L'explosion d'une crise d'une ampleur sans précédent nous oblige à poursuivre nos efforts et à faire de la réindustrialisation une priorité du prochain quinquennat.**

### **III. Notre stratégie pour inverser la tendance : travailler plus pour produire plus.**

- **Ne nous laissons pas bernier par les fausses solutions de François Bayrou, de la gauche, du FN :**
  - ⇒ **Appeler au patriotisme économique comme le fait François Bayrou, c'est une bonne chose mais cela ne suffit pas,** il faut faire des réformes structurelles. La question **n'est pas tant d'acheter français que de produire en France !** Bien sûr il faut faire preuve de patriotisme économique et acheter français mais encore faut-il que nous puissions produire en France, car à la clé il y a des emplois pour les Français. **La priorité, c'est de reconstruire un tissu industriel sur notre sol.**
  - ⇒ **Appeler au protectionnisme et à la démondialisation comme le fait le PS, à la suite d'Arnaud Montebourg est un leurre :** vouloir sortir de la mondialisation, c'est menacer le travail de 1/4 des salariés français qui vivent de l'export. C'est aussi croire que tout notre problème vient de la concurrence avec la Chine ou l'Inde (alors que seules 10% des importations proviennent de pays à bas salaires) plutôt que la compétition des pays de l'UE (2/3 des importations dans l'UE se réalisent entre pays européens). S'il y a des délocalisations en France, c'est surtout à cause d'un

problème de compétitivité avec nos voisins européens dont l'Allemagne. Plutôt que de chercher à trouver un coupable à l'extérieur, ayons le courage de nous interroger sur nos propres faiblesses.

**Et puis il y a un paradoxe étonnant de la part du PS qui parle de défendre le « made in France » tout en voulant démanteler notre filière nucléaire, avec ses centaines de milliers d'emplois à la clé, qui parle de défendre les ouvriers en voulant supprimer l'exonération des heures supplémentaires qui bénéficie à 9 millions de salariés.**

⇒ **Appeler à la fermeture des frontières et à la sortie de l'euro comme Marine Le Pen, c'est prendre le risque d'une inflation à 2 chiffres, d'un emballement des taux d'intérêt qui assécherait le crédit et paralyserait l'activité économique.**

➤ **Ne mentons pas aux Français. Pour produire plus en France, on ne pourra se contenter de slogans trompeurs ou réducteurs sur « l'acheter français » la « démondialisation » ou la « sortie de l'euro ». Il faudra agir sur le long terme avec une stratégie en 6 points :**

- **Dépenser moins** : le temps est révolu où tout notre modèle de croissance reposait sur l'endettement public.
- **Travailler plus** : en négociant branche par branche une augmentation du temps de travail en échange d'une augmentation des salaires. Depuis la mise en place des 35 heures personne ne croit plus que c'est en travaillant moins qu'on produit plus et qu'on gagne plus.
- **Baisser le coût du travail** pour relocaliser les usines sur notre territoire. Le coût horaire du travail dans l'industrie progresse bien plus vite en France qu'en Allemagne. Précisément, +38 % dans l'industrie manufacturière française de 2000 à 2008 contre +17 % outre-Rhin. Il faut transférer environ 30 milliards € de charges sociales vers une **fiscalité antidélocalisation** pour baisser le coût du travail.
- **Aider les PME** : les futurs géants industriels se préparent dans les PME. Il faut réserver une part des marchés publics européens aux PME, rendre gratuit le premier dépôt de brevet, les aider à accéder à des financements non bancaires, développer des stratégies exportatrices associant PME et grands groupes et simplifier toutes les normes qui entravent leur essor.
- **Faire du « made in France » une marque aussi reconnue que le « made in Germany »**. Nous voulons développer nos filières d'excellence : agroalimentaire (maintien de la PAC, régulation), métiers de la santé, numérique.
- **Instaurer des relations commerciales équitables avec le principe de réciprocité**. Nous devons créer une taxe réciprocité pour corriger la concurrence déloyale de la part de pays n'ayant pas les mêmes normes sociales, environnementales et économiques et qui font de **leurs faiblesses (pollution, absence de protection sociale) des éléments de dumping**. Cette taxe se fondera sur les traités internationaux (Kyoto, etc.) et sera donc conforme aux règles de l'OMC.

**C'est en faisant ce travail de long terme que la France se réindustrialisera. Ce n'est pas un défi insurmontable** : dans les années 1990 l'industrie allemande était sur le recul, l'Allemagne a fait des réformes de structures et en 10/15 ans, elle est redevenue florissante ! Il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas faire de même.